



VENEZUELA



D 2086 • Va1  
16-30 juin 1996

**MOTS-CLEFS**

Économie  
Ajustement structurel  
Néolibéralisme  
Pauvreté

**Diffusion de l'information sur l'Amérique latine**

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France • Tél. 72 77 00 26 - Fax 72 40 96 70

**ENTRE AJUSTEMENT ET AJUSTEMENT**

Comme beaucoup d'autres pays d'Amérique latine, le Venezuela en est venu à accepter un plan sévère d'ajustement en accord avec le Fond monétaire international. La multiplicité et l'incohérence des plans qui se sont succédés depuis peu rendaient cette issue difficilement évitable. Une des questions de fond posée est de savoir si la réussite de ce plan

au niveau macro-économique n'entraînera pas, comme c'est habituellement le cas, une aggravation de la situation des personnes frappées par la pauvreté.

Article de Andrés Cañizález, paru dans ALAI, 26 avril 1996 (Agence latino-américaine d'information, Equateur).

Il a fallu que s'écoulent 7 années, depuis l'application du programme d'ajustement, baptisé le "Grand virage" par Carlos Andrés Pérez<sup>1</sup>. Il a également fallu 26 mois d'incohérence et d'absence d'orientation, sous le gouvernement de Rafael Caldera, pour que le Venezuela accepte, le 15 avril 1996, un sévère programme d'ajustement macro-économique, reçu comme la seule option possible pour les groupes dominants, alors que les secteurs populaires se trouvent en face d'un "nous n'avons plus d'autre remède".

Si le véritable objectif du gouvernement de Rafael Caldera, pendant ses deux premières années de mandat, avait été de démontrer qu'il était impossible d'articuler une proposition cohérente en matière économique, il a réussi totalement. Depuis son discours électoral de 1993, exprimé en une *Lettre d'intention adressée au peuple vénézuélien*, jusqu'à ce sévère programme d'ajustement de 1996 (semblable à celui de 1989), le gouvernement a changé radicalement sa perception du Fond monétaire international (FMI).

1. Voir DIAL D 1387 (NdT).

La *Lettre d'intention* de Caldera de 1993 tentait, dans un discours évidemment populiste, de prendre ses distances par rapport à Pérez qu'il accusait d'avoir signé sa *Lettre d'intention au FMI* contraire aux intérêts populaires. Depuis lors et jusqu'en octobre 1995, le leader social-chrétien de 80 ans a fait le pari de fabriquer un programme "hétérodoxe", qui démontrerait, en matière économique, qu'il ne se mettrait jamais à genoux devant le Fond, comme l'avaient assuré ses discours.

Le 15 avril dernier, la possibilité réelle d'arriver à un programme économique cohérent et autonome a été définitivement balayée, du moins pour l'actuelle administration Caldera. Le chef de l'État lui-même est apparu à la télévision, expliquant quelques unes des mesures, sans prononcer aucune critique vis-à-vis du FMI.

A partir du 16 avril, a été mis à exécution un plan envisageant une hausse moyenne de 500 % du prix de l'essence ; la libération des taux d'intérêt (qui tournent autour de 70%) ; une dévaluation de la monnaie de 42% le premier jour d'opérations libres en 22 mois ; la privatisation d'entreprises

publiques (incluant les entreprises de base de l'acier et de l'aluminium).

Des enquêtes réalisées immédiatement après le discours de Caldera ont mis en évidence, tout d'abord, que la population ne trouve pas grande différence entre un ensemble de mesures et un autre ; ensuite que, bien que l'on écarte la possibilité d'explosion sociale de type Caracazo 1989, il faut tout de même s'attendre à un temps de violence et de conflits sociaux.

**Finalement,  
on se dirige vers le FMI**

Cette crainte est en relation avec la réalité de ces dernières semaines, caractérisée par une grève prolongée des maîtres d'école et des grèves partielles de fonctionnaires. Avec les uns et les autres, le gouvernement a exclu toute possibilité de signer de nouvelles conventions collectives. Cela pourrait signifier le commencement d'une situation massive de flexibilité du travail, en consonance avec les plans à moyen terme du programme d'ajustement qui prétend réduire le déficit fiscal (7% du PIB) et combattre l'inflation (23% au premier trimestre 1996). Tout cela met en évidence le manque

de cohérence des milieux officiels, qui fit dire au nouveau ministre du Plan, le mythique leader guérillero des années 60, Teodoro Petkoff : "ou bien on signe avec le Fond, ou bien le pays va à l'abîme". Cependant, dans l'actuelle conjoncture, et tenant compte de l'attitude des autorités, il est substantiellement mieux d'avoir assumé un programme, une orientation, qui permet au moins de pronostiquer des buts et de tracer des stratégies.

### **Vers un succès macro-économique et une augmentation des situations de pauvreté**

Un aspect sur lequel Caldera a insisté fut celui de l'augmentation de la pauvreté. Nous disons qu'il a insisté, mais pour la nier. Car maintenant, la perspective n'est guère encourageante, du fait que parmi les conséquences immédiates de la "potion amère du FMI", comme on l'a appelée, il y a l'appauvrissement de la population dans le but d'équilibrer les chiffres de la macro-économie. Pour un gouvernement comme celui de Caldera ( qui a eu 8 plans successifs, sans aucun succès) il serait crucial d'avoir obtenu un tel résultat, si on considère que pendant deux ans, on a appauvri la population sans assainir l'économie. Cependant, le combat contre la pauvreté dans le plan d'ajustement est conçu en termes de remises d'argent ou d'espèces aux pauvres, pour qu'ils supportent leur situation, sans leur donner le moyen de la changer. Cela donnerait comme résultat, à la fin du deuxième gouvernement de Caldera, un succès macro-économique, avec augmentation de la pauvreté. C'est cette conjonction qui avait caractérisé le gouvernement de Carlos Andrés Pérez et que Caldera avait combattue, âprement et avec obstination, pour arriver à la présidence.

*Traduction DIAL. En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.*

### **QUELQUES INCOHÉRENCES DU PRÉSIDENT CALDERA**

*Caldera a assumé la présidence le 2 février 1994, deux ans après une tentative de coup d'État contre Carlos Andrés Pérez, qui aura servi de "résurrection politique" au dernier représentant de la vieille garde vénézuélienne qui fait de la politique depuis les années 20.*

*S'il est vrai qu'il est arrivé à la présidence avec un pourcentage minoritaire de voix (autour de 30% tandis que l'abstention tournait autour de 40%), il est parvenu à réunir certaines "volontés" vénézuéliennes, comme pour éviter la crise politique qui s'est déchaînée à la suite du 4 février 1993, avec la première tentative de coup d'État. Quand il eut accompli deux ans de gouvernement, on lui a reconnu cette capacité de "pacifier" la vie politique et sociale agitée du pays, agitation qui venait du conflit de la dernière année de Pérez.*

*Cependant, cette gestion gouvernementale a été liée précisément à ce que Caldera avait condamné, pour arriver au pouvoir : la classe politique traditionnelle représentée par Action Démocratique (AD) et le social-christianisme COPEI. Précisément Caldera, à 80 ans, quitte le COPEI avec le propos d'élever son projet bien au-delà de ces alliances et en reprenant à son compte un certain discours "anti-parti" existant au Venezuela dans les années 90.*

*(...) Sur le plan politique, sa plus grande trahison par rapport à ce qu'il avait réclamé est le pacte passé dans la pratique, par son gouvernement, avec AD. Cette organisation, affiliée à l'Internationale socialiste (IS), a élevé à la présidence successivement Jaime Lusinchi (1984-89) et Carlos Andrés Pérez (1989-93), lesquels sont actuellement en procès devant la Cour suprême de justice (CSJ) dans des affaires de présomption de corruption<sup>1</sup>.*

*Grâce à l'appui de AD, Caldera a obtenu du Parlement des pouvoirs spéciaux, il a réformé en juillet dernier la loi de nationalisation du pétrole qui a autorisé formellement dès janvier le retour des transnationales ; maintenant, il prétend réformer le système de sécurité sociale des travailleurs, selon les exigences des patrons des entreprises privées. C'est précisément son oeuvre, et celle de son ministre du travail Juan Nepomuceno Garrido, qui ont pris forme dans la Loi du travail, actuellement en vigueur.*

*Cependant, les plus grandes incohérences se trouvent dans le domaine économique. Environ 7 plans économiques ont été présentés au pays, baptisés, à la manière populaire, du nom des ministres successifs : Plan Sosa, Plan Baptista, maintenant Plan Corrales, Plan Matos, sans qu'ils aient produit le moindre résultat concret.*

*Il faut reconnaître que si on a envisagé l'implantation de programmes sociaux plus importants qu'en 1989, ce que la population en a reçu per capita, en valeur monétaire réelle, est inférieur, sans compter une augmentation importante de la pauvreté et du chômage, non reconnue par le gouvernement et qui l'a conduit à contredire des institutions comme le Fond des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV).*

*Tout au long de sa gestion, le chef de l'État a, de manière insistante, rendu responsable les administrations antérieures d'une grande partie des problèmes actuels. Son attitude lui a valu les critiques en provenance de divers horizons, et notamment de l'Église catholique, autrefois très proche du chef de l'État. La hiérarchie vient de qualifier le gouvernement d'"autiste" (Mgr Roberto Lucker) et constate son "incohérence, son manque d'orientation et le va-et-vient de ses politiques économiques" (Mgr Ovidio Pérez Morales).*

*1. Carlos Andrés Pérez a été effectivement condamné à la fin du mois de mai dernier à trois ans de prison qu'il a déjà pratiquement effectué à son domicile sous surveillance (NdT).*

*Source : ALAI, 15 mars 1996*



Directeur de la publication : Alain Durand

Imprimerie des Monts du Lyonnais - Commission paritaire de presse : 56249

**DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 72 77 00 26 • Fax 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.gn.apc.org.**

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris

Tél. (1) 43 37 87 14 - Fax (1) 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176, rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. (1) 44 18 60 50

Fax (1) 45 55 28 13.